

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an.... 80 fr.	Trois mois. 28 fr.
Six mois.. 40 fr.	Six mois.. 56 fr.
Trois mois. 20 fr.	Un an.... 112 fr.
Chèque postal L'entente 655-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Pudibonderie malsaine

En s'inspirant des bons exemples de feu MM. les sénateurs Bérenger et de Lamarzelle, un certain nombre de pourvoyeurs de prison, toujours à l'affût de mauvais coups à faire, ont depuis quelque temps constitué un peu partout des sections d'une ligue intitulée pompeusement « Pour le relèvement de la moralité publique ».

Les premières manifestations de ces mauvais apôtres ont dû faire tressaillir d'aise le capitaine Maire, candidat blackboulé dans la 2^e circonscription du Pas-de-Calais, lors de la dernière foire électorale.

De-ci, de-là, perquisitions, poursuites, condamnations. Je cite, entre autres, l'inique jugement rendu contre un libraire de Roubaix. Scandale odieux, puisque le seul méfait du délinquant était de n'avoir pas voulu se prêter docilement aux investigations des pudibonds ligueurs.

L'état d'esprit de ces pieux personnages, foncièrement rétrograde, est nettement dirigé contre toute évolution de la mentalité humaine. Ce sont les dignes successeurs de ceux qui jetèrent jadis l'anathème contre les œuvres de *Flaubert*, de *Gautier* et de *Zola*, et de même que *Mme Bovary*, la *Fille Elisa* ou la *Terre*, bon nombre d'œuvres d'écrivains modernes connaîtraient les rigueurs « d'Anasthasie » si ces messieurs pouvaient arriver à leurs fins.

Tout récemment, le Club du Faubourg posait la question : « Faut-il condamner les bigames ? »

Au nom de la Sainte-Famille, gardienne sacrée de la Propriété, les faux moralistes répondent par un catégorique affirmatif et leur pudeur outragée (?) réclame instamment la remise en vigueur des ridicules délits d'adultère et de concubinage actuellement tombés en désuétude. Dans le même ordre d'idées, toutes les dispositions légales concernant le divorce devraient être immédiatement rapportées. Mais où nos lascars sont particulièrement chatouilleux, c'est en ce qui concerne la propagande anticonceptionnelle.

Engendrer devient une obligation. Plus la procréation est multiple et plus l'exaltation de la ligue atteint son maximum d'intensité.

Dieu qui bénit les grandes familles ne les nourrit pas, dit-on. Pour accomplir cette œuvre plus que divine, le prolétaire inconscient s'échinera d'avantage pour la plus grande gloire du Capital et de l'Etat.

Voici la scène : Un soir de paye, dispute de ménage après beuverie, bris de vaisselle, coups. Créature passive entourée de marmots. Ruit brutal et bestial, Jean Prolo ensemençera un nouvel hôte pour l'usine, la maison de correction, Biribi ou le bagne.

N'allez pas, Méphistophélès eugéniste, insinuer quelques semaines plus tard à la malheureuse engendrée que la larve inséxuelle portée dans ses entrailles sera vouée à la malédiction des chats-fourrés et des gardiens de prison. Ne lui conseillez aucune prudence, la ligue pour le relèvement de la moralité publique veille et ne badine pas. Il faut de la chair fraîche pour le saint baptême, la communion, l'usine, la caserne, la prostitution et les champs de carnage.

Nous avons vécu notre enfance dans ces courées malsaines, nous avons constaté les ravages du rachitisme, de la tuberculose et d'autres monstruosité. Il paraîtrait que cela est éminemment moral...

En ce moment, les quotidiens bourgeois du Nord encombrant leurs colonnes des exploits de la bande des cagoules. Combien d'entre ces malheureux ont été conçus dans des conditions identiques ?

L'enfant œuvre d'art ? Comment est-il possible pour un couple de travailleurs, dans les féroces conditions d'existence actuelles, avec la crise des loyers, de la cherté des vivres, avec la crainte de perdre chaque jour son gagne-pain, de songer à faire d'un enfant une œuvre d'art ?

Le milieu social est gangrené, c'est lui qu'il faut songer à détruire totalement, révolutionnairement. Il est urgent d'étudier ce problème de la mauvaise procréation puisqu'il est étroitement lié à celui de la criminalité et du sadisme.

Combien de fois nous a-t-on lancé : « Que ferez-vous des déchets sociaux au lendemain de la Révolution sociale ? » Les causes des crimes et des délits résident dans l'existence de la

Mario Castagna doit être gracié !

Le 28 juin dernier, sur verdict du jury, la Cour d'assises de la Seine condamnait l'Italien Mario Castagna à 7 ans de réclusion et 10 ans d'interdiction de séjour pour avoir, au mois de septembre 1923, tué à Paris le fasciste Gino Jéri, dans les conditions que nous aurons à considérer.

Or, un examen objectif et approfondi des faits et des circonstances qui les ont précédés et accompagnés, ainsi que l'analyse du procès nous mènent à affirmer sans hésitation que ce jugement représente une grave erreur judiciaire et que, comme toute erreur judiciaire, il appelle une juste réparation ou tout au moins une mesure de clémence. C'est ce que nous nous proposons de démontrer dans cet article et dans ceux qui suivront.

Si l'on entend par erreur judiciaire, et telle est l'interprétation générale, non seulement une erreur matérielle de jugement qui entraîne la condamnation d'un innocent mais aussi une fausse évaluation de l'état d'esprit de l'accusé, laquelle montrant son acte sous un tout autre jour, provoque un jugement inique, le cas de Mario Castagna par l'évidente négligence de ces considérations psychologiques, se présente comme l'un des plus typiques.

Nous ne voulons faire injure ni aux raisons ni aux sentiments qui ont inspiré les jurés de la Seine dans leur jugement, émis sans discussion, car nous ne pensons pas qu'en condamnant Castagna à une peine aussi sévère, ils aient voulu accomplir plus qu'un acte de justice un geste politique ou une opération de police.

Nous n'affirmerons pas non plus que le jury ait voulu condamner pour donner un exemple ou pour des préoccupations personnelles ou même simplement pour protester contre l'étranger qui apporte en France l'écho tragique des querelles politiques qui troublent son pays. Non ! Car nous savons que de donner des exemples à travers des verdicts de condamnation c'est le triste privilège de certains tribunaux militaires dont le Gouvernement français, comme ceux de tous les pays civilisés, a été amené à corriger les erreurs et les horreurs, parce que nous ne voudrions pas comparer la justice rendue par une institution de caractère populaire à celle qui émane d'une autorité issue des périodes tourmentées d'agitation ou de guerre.

Nous nous représentons, au contraire, les jurés de la Seine comme des hommes ayant écarté de leur jugement toutes considérations extérieures, convaincus ou ayant l'illusion sincère de faire œuvre de justice, mais néanmoins des hommes victimes d'une erreur d'appréciation et jugeant l'acte de Castagna comme s'il eût été déterminé par un état d'esprit qui se serait formé, en un temps déterminé, ici en France, chez un jeune homme ayant subi des suggestions politiques.

Car nous mettrons en lumière que Castagna, tout en agissant en état de légitime défense, comme il a été brillamment démontré par son défenseur, M^r Lafont, était armé aussi par la douleur et la hantise de toutes les barbares persécutions infligées à des centaines de ses compatriotes et surtout à tous les membres de sa famille, par la horde fasciste, qui opprime l'Italie et que ce jeune homme aux mœurs sévères, au caractère doux, cet ouvrier modèle n'est pas un assassin !

Nous sommes même persuadés que nous trouverons parmi tous les jurés qui l'ont condamné, assez d'hommes de cœur pour nous aider dans notre œuvre de vérité et contribuer efficacement à la faire couronner par un acte de réparation et de vraie justice.

Le Comité de Défense Sociale.

Nous sommes des contre-révolutionnaires, Mais...

C'est Henriët, député communiste qui, aidé de la police bourgeoise, s'empare des coopératives ouvrières,

Propriété et de la bestialité autoritaire, c'est au travail de destruction de ces idoles monstrueuses que nous convions les hardis pionniers.

Humain conscient, écoute ceci : L'Etat, cette machine formidable qui écrase l'individu, est grisé par un cambouis ignoble composé de semence humaine, de sueur et de sang. Reliens ta semence, épargne ta sueur, ne verse plus ton sang. Aux arguments des pudibonds, Tartufes hypocrites et sanguinaires, oppose ta froide volonté et cherche à conquérir de haute lutte ta part de bonheur, ta part de jouissance, de bien-être et de liberté.

Hoche MEURANT.

CHEZ LES FAISEURS DE LOIS

Les cheminots et les huit heures Les banlieusards et la carte d'abonnement Quant à l'amnistie...?

ORAISON FUNEBRE

La Chambre, après des vacances de quinze jours, s'est réunie hier. Au début de la séance, M. Painlevé regretta, au nom de tous les députés, la mort « prématurée » de leur collègue, le tortionnaire Ignace. Il dit la « probité », la « compétence », le « labeur », etc., etc., de l'ancien lieutenant de Clemenceau, ainsi que les regrets qu'il laisse dans tous les cours des parlementaires.

C'est dommage que ce discours-type n'ait pas été prononcé devant les crève-la-faim qui furent ou qui sont encore dans les prisons, il n'eût pas été unanimement applaudi comme ce fut le cas.

MAIGRE SUCCES D'HERRIOT

Le Président du Conseil, retenu à Londres par les banquiers d'Amérique, s'excuse par télégramme de n'être point en ce moment au milieu de son bétail. Il lui affirme que là-bas il veille sur le Traité de Versailles et qu'il ne permettra pas que la France soit dépouillée de ses droites.

La moitié de la Chambre rigole doucement et l'autre partie semble bien embêtée. Herriot n'a pas eu à Paris plus de succès qu'à Londres.

LA LOI DE HUIT HEURES DANS LES CHEMINS DE FER

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de résolution de MM. Aufray, Chaussy et plusieurs de leurs collègues, tendant à l'abrogation du décret du 15 septembre 1922 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures aux agents des grands réseaux d'intérêt général.

Il s'agissait d'abolir le décret Le Troquer qui a rendu nulle dans les chemins de fer la journée de huit heures en permettant aux compagnies de garder leurs employés sur le lieu du travail pendant dix, douze et même 14 heures sous le vain prétexte : qu'heures de présence ne signifiaient pas heures de travail.

L'ancien Ministre des Travaux Publics Le Troquer après avoir avoué la non-application de la loi de huit heures aux parias du rail et avoir prétendu qu'il n'avait point voulu cela, se rallie au projet présenté. Les gauches semblent interloquées de cette adhésion inattendue. C'est un tour que les droites leur jouent afin qu'elles ne remportent pas une victoire personnelle trop facile. Puis, tous les députés présents votent une seconde fois aux cheminots la loi de travail de huit heures.

Mais que les cheminots ne s'endorment pas et se refusent, s'il le faut, à travailler plus que ne le prévoit la LOA.

LES CARTES D'ABONNEMENT DE TRAVAIL SUR LES CHEMINS DE FER

Nos lecteurs savent que le Conseil Supérieur des réseaux avait demandé au gouvernement l'autorisation d'augmenter de 50 % les cartes d'abonnement de travail des banlieusards de toutes les grandes villes de ce pays.

La question est venue hier devant l'Assemblée.

Après un court débat elle a été tranchée à l'avantage des très nombreux ouvriers qui, chaque jour, font un certain trajet sur les chemins de fer pour venir se faire exploiter. En conséquence les cartes d'abonnement de travail ne seront pas augmentées et nous prévenons les travailleurs habitant la grande banlieue parisienne que le Ministre des Travaux Publics a promis à la Chambre que cette carte serait un droit pour tous ceux demeurant sur un parcours de SOIXANTE KILOMETRES.

REFUS DE CONSTRUIRE DES ECOLES SALUBRES

D'interminables discussions s'engagent sur de multiples crédits réclamés par les diverses administrations de l'Etat. Tous d'ailleurs sont accordés. Mais un fait à signaler : La Commission de l'Enseignement ayant demandé une somme de quinze millions pour la réparation et la construction d'écoles primaires, la majorité du Bloc des Gauches s'empresse de refuser. Ces hommes si à gauche doivent certainement avoir le cœur à droite pour mesurer la lumière et l'air à ces petits bambins d'écoliers.

INTERPELLATION SUR L'AMNISTIE

M. André Berthoin, envoyé à la tribune, par le petit groupe bolcheviste, s'étonne des lenteurs mises pour le vote définitif de l'amnistie. Il s'étonne que le gouvernement ayant demandé aux députés de siéger jour et nuit ne fasse pas davantage pression sur les sénateurs de façon qu'ils ne se séparent pas cette fois encore avant d'avoir mis hors des prisons les emprisonnés touchés par le projet d'amnistie.

Le député Berthoin ayant été amené à évoquer le cas du soldat Lemeunier condamné à mort tout récemment pour désertion.

tion à l'ennemi, le socialiste Betoulle, parlementaire de son métier et maire de Limoges par dessus le marché, prononça un violent réquisitoire contre le conseil de guerre qui commit pareille sentence et dont il connaît bien le président — un colonel réactionnaire — puisque ce tribunal siège dans la ville qu'il administre. Un grand succès est fait à Betoulle ce qui amène le Ministre de la Guerre par intérim à dire qu'il va demander dès aujourd'hui le dossier de Lemeunier. Il est certain déjà que ce pauvre malheureux ne sera pas fusillé.

M. Blum, au nom du parti socialiste, appuie Berthoin, mais comme le gouvernement est très gêné et qu'il désire quelques heures pour réfléchir à ce qu'il peut faire auprès du Sénat, Berthoin et Blum tombent d'accord pour remettre à aujourd'hui la fin et la conclusion de leur intervention.

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

LE FAIT DU JOUR

“Salut à la France”

Miguel de Unamuno, arraché au rocher de Fuerte-Ventura par le chevalier sans peur et sans reproche du Quotidien, quelques heures avant le décret d'amnistie de Primo de Rivera, vient de débarquer à Cherbourg parmi l'enthousiasme républicain.

A l'arrivée du célèbre professeur espagnol, et de son héroïque libérateur, toutes les grosses légumes du Bloc des Gauches ont fait preuve d'une éloquence non moins héroïque. On entendit, dans ces discours, beaucoup parler de liberté et de justice.

Enfin, Miguel de Unamuno vient de lancer, à travers les colonnes du journal de « plus de 40.000 Français... etc... », son « Salut à la France ! »

L'illustre écrivain y déclare que le premier mot du message qu'il adresse à la France est « l'expression de sa gratitude », puis, après avoir remercié ses sauveteurs et fait une magistrale apologie du Quotidien, il félicite le gouvernement de son pays qu'il ne reconnaît pas et refuse à Primo de Rivera le droit de le condamner ou de le gracier, et il conclut :

« La France a conquis ses libertés et, à travers des vicissitudes diverses, elle en garde jalousement le trésor. »

« Elle comprendra que je n'aie pas moins de fierté et que je veuille aussi la liberté pour ma patrie, car ce sera seulement le jour où ma patrie sera comme la vôtre affranchie qu'il n'y aura plus de Pyrénées. »

Nous pourrions demander à Miguel de Unamuno quelle est sa conception de la liberté et si elle se limite aux seuls « grands intellectuels » et « illustres professeurs » d'un pays.

Nous nous contenterons de lui rappeler, aujourd'hui, que des centaines d'hommes, de travailleurs, sont dans les prisons de la « France affranchie », pour avoir commis le seul crime de n'avoir pas, eux non plus, reconnu le gouvernement de leur pays et d'avoir nié aux matrones du pouvoir le droit de les faire mourir à la guerre pour une société qu'ils rentent.

Ce sont ces déserteurs, ce sont ces insoumis, derrière les murs des centrales, qui se refusent, monsieur de Unamuno, à saluer, avec vous, la France !

C'est qu'ils la connaissent — hélas ! — mieux que vous.

ON PREND LES MEMES ET L'ON RECOMMENCE !

Lorain est nommé chef des bourriques

La première partie du mouvement préfectoral a été arrêtée hier par le ministre de l'Intérieur et sera soumise aujourd'hui, à Londres, à la signature du président du Conseil.

Ce mouvement vise la préfecture de la Seine. Naudin, actuellement préfet de police, deviendra préfet de la Seine en remplacement de Juliard.

Lorain, préfet du Nord, deviendra le chef des files en remplacement de Naudin. Hudel, ancien préfet de police, licencié par Clemenceau à la suite des affaires du Bonnet rouge et Malvy sera nommé préfet du Nord.

Quel que soit l'homme qui présidera aux destinées de la police, nous trouverons toujours en face des travailleurs le cheptel ayant à sa tête un préfet qui commandera les charges policières.

Alors, il n'y a aucune importance à accorder à ce mouvement préfectoral.

SEMAINE INTERNATIONALE ANTIMILITARISTE

Par-dessus les frontières

Voici bientôt dix ans que le grand crime commençait, dix ans que l'Europe casquée et armée entraînait en lice pour s'exterminer elle-même au nom du Droit et de la Liberté. Ironie affreuse des mots et des choses !

Pour la défense de la liberté, peuples et races d'Orient et d'Occident se sont résignées à la pire des servitudes : celle de mourir et de tuer sans savoir pourquoi.

Aussi, en ces jours où de nouveaux massacres, de nouvelles tueries, se dressent à l'horizon ensanglanté par les vieilles haines et les rancunes monstrueuses d'hier, qui subsistent encore malgré les ruines, les deuils et les larmes, malgré l'anéantissement de toute une génération, nous devons plus que jamais élever notre voix, faire entendre le cri indigné de nos consciences contre le retour et les déchaînements de ce Moloch toujours avide, toujours insatiable : la Guerre.

Nous ne pouvons oublier, nous les jeunes, nous les fils de ce siècle formidable et tragique, qui à l'aube de nos vingt ans, fûmes crucifiés tout vivants sur la Terre déchirée et meurtrie par le déferlement de la sottise et de la brutalité triomphantes, nous ne pouvons oublier le drame affreux, l'ouragan d'épouvante et de sang qui ont brisé nos cœurs et englouti les illusions naïves de notre jeune et terrible enfance.

Car nous nous rappelons tout : l'enfer des tranchées de Verdun, la boue et le sol miné des Eparges, l'hallucinante horreur des hivers de la Somme, et le golgotha sanglant des plaines et des monts de Champagne.

Nous nous rappelons aussi les foudroyantes mêlées, les matins blafards des attaques et les soirs brumeux des assauts, les râles des mourants et l'agonie farouche et sans nom des vivants sous les cieux embrasés.

Toujours, jusqu'au dernier jour de notre vie, nous entendrons les plaintes déchirantes des hommes, leurs sanglots fous et la suprême malédiction qu'ils ont jetée avec leur sang face à l'aveugle Histoire, face à la muette fatalité qui les a roulés et broyés dans ses rouages.

Survivants de l'épouvantable cataclysme, anciens soldats amis ou ennemis, hier enchaînés les uns les autres dans l'infâme machinerie de mort et de destruction, par dessus les frontières et les haines nationales, l'heure est venue de nous tendre les mains fraternellement pour mettre un terme aux fléaux guerriers qui sont une des pires hontes de l'humanité.

Aussi, en ce dixième anniversaire d'une catastrophe qui a rejeté la civilisation européenne dans l'ornière du passé, dans les sentiers fangeux de la barbarie et de la violence destructrice, frères d'Europe et d'ailleurs, tous frères dans le malheur et la souffrance, unissons nos efforts pour briser à jamais l'effrayante oppression de nos bourreaux.

Ceux-ci forment une classe, la classe des matrones dont les intérêts sont opposés aux nôtres.

Sachons donc, anciens combattants des deux camps, mettre fin au long martyrologe du soldat, en dirigeant le fer et la foudre que nous portons hier, contre ceux qui nous arment et nous dressent les uns contre les autres.

Ce sera là notre rachat d'avoir versé le sang de nos frères, ce geste-là sera notre propre rédemption.

Le Comité de la Semaine.

Un tamponnement près de Chagny

Chalon-sur-Saône, 29 juillet. — Cette nuit, un tamponnement s'est produit à 500 mètres de la gare de Chagny, au débouché du tunnel qui passe sous le canal du Centre.

Le train express 104 a tamponné une machine qui manœuvrait pour rentrer au dépôt. Des wagons, heurtés violemment, ont subi de sérieux dommages.

Une vingtaine de personnes, voyageurs, cheminots et postiers ont été plus ou moins contusionnées, mais aucune n'est en danger.

Mise au point

Certaines personnalités anarchistes ayant monté une firme d'édition qui, entre autres, annonce la prochaine parution d'une revue — nous avons été très étonnés de voir figurer nos noms dans le prospectus de lancement de cette publication parmi une liste de « collaborateurs probables ».

Les camarades qui dirigent cette revue connaissaient très bien nos adresses personnelles et auraient pu, avant que de publier nos noms, nous en demander au moins l'autorisation.

Cela leur eût évité cette mise au point, car nous leurs eussions alors répondu que si nous avions à collaborer à une revue, ce serait à la REVUE ANARCHISTE déjà existante et sous le contrôle de l'U.A. et que tous les efforts à dépenser devraient être dirigés vers sa consolidation, avant de publier une revue concurrente.

J. CHAZOFF, Louis LOREAL.

LE PERCHOIR. — 21 heures : Jeux... n'sais
quoi.

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Après treize jours de discussion, rien de positif n'est encore sorti de la Conférence de Londres. L'on continue à rechercher la formule qui donnera satisfaction à toutes les puissances, malgré les thèses opposées qui sont soutenues par chaque délégué.

La troisième séance plénière a décidé de retarder l'entrée des Allemands dans la Conférence, jusqu'au moment où les représentants alliés se seront mis d'accord. Cela peut nous amener bien loin.

Le point épineux est toujours la question des manquements éventuels de l'Allemagne, et la France qui désire avoir les mains libres pour exercer des représailles, ne rencontre pas à Londres toutes les sympathies.

M. Herriot a fait, paraît-il, de nouvelles propositions qui seraient satisfaisantes, à son point de vue. Mais seront-elles acceptées ? Le ministre des Finances anglais ne semble pas vouloir se laisser influencer par notre premier ministre, et c'est ce qui explique probablement les attaques qu'il rencontre dans la grande presse française, où l'on va jusqu'à dire, que si certains banquiers se sont laissés influencer, les objections politiques ne viennent pas d'eux, mais de la Trésorerie britannique et du Chancelier de l'Echiquier.

En tous cas les travaux sont laborieux. Faut-il espérer quelque chose de bon de cette réunion de ministres. Nous avons déjà dit ce que nous en pensions. Il est possible que l'on tarde de quelques mois, voire de quelques années, la fin du capitalisme mondial, mais rien de définitif ne peut sortir de la Conférence de Londres. La paix du Traité de Versailles est une paix botteuse, comme toute paix bourgeoise, et n'est qu'un intervalle entre deux guerres.

Mais qu'importe à nos dirigeants ? Ce qu'ils veulent c'est durer, et la seule formule qui leur tient à cœur est celle de Louis XV : Trente moi le déluge.

En Grande-Bretagne, la situation politique intérieure est assez obscure. Le succès de la Conférence interalliée aurait peut-être consolidé le pouvoir de Mac Donald, mais la lenteur de celle-ci, et le peu d'espoir qu'elle laisse, ébranlent les bases du cabinet travailliste.

De plus, un certain mécontentement se manifeste, paraît-il, dans les milieux financiers, relativement au nouveau traité commercial anglo-russe. On annonce en effet, officieusement, que ce traité donnerait au gouvernement des Soviets le droit de réclamer les dix millions de livres sterling ou déposés à la Banque d'Angleterre par différents gouvernements tsaristes.

Or, les financiers prétendent que cet argent devrait être utilisé pour amortir les dettes envers la Grande-Bretagne. Nous serons fixés sous peu, du reste, sur la réalité des faits, car le traité va venir en discussion devant la Chambre anglaise avant la fin de la session parlementaire.

De Russie peu de nouvelles. M. Tchitcherine, que l'on déclarait démissionnaire, a sans doute réfléchi, car une dépêche de Moscou dément les bruits répandus dans la presse, suivant lesquels il serait gravement malade.

M. Tchitcherine souffrait d'une gastrite, ajoute le télégramme, mais il est en voie de guérison et reprendra prochainement ses réceptions.

Les réceptions bourgeoises, naturelle ment.

J. G.

ALLEMAGNE

COMMUNISTE CONDAMNÉ PAR LES AUTORITÉS ANGLAISES

Berlin, 29 juillet. — On mande de Cologne que les autorités anglaises viennent de condamner un communiste allemand à cinq ans de prison. Il avait été trouvé en possession d'armes et de faux billets de banque anglais.

ROUMANIE

EN VUE D'UN COUP D'ETAT ?

Bucarest, 29 juillet. — L'état de siège a été proclamé sur toute l'étendue du

Royaume à la suite d'une réunion des anciens ministres du parti du général Avaresco.

Il paraît que le Gouvernement roumain possède des documents d'après lesquels le général Avaresco devrait tenter un coup d'Etat pour renverser le gouvernement de M. Brătianu et le proclamer dictateur.

Des patrouilles circulent dans la capitale, toute réunion et tous attroupements sont interdits.

ANGLETERRE

LA CONFERENCE ANGLO-RUSSE

Londres, 29 juillet. — Un dernier effort sera tenté par les Russes pour assurer le succès de la Conférence anglo-russe aussitôt que la conférence de Londres sera terminée. M. Joffe est arrivé à Londres et on annonce que M. Kamenef est en route. L'arrivée de M. Kamenef est significative car il représente l'élément modéré et on le dit prêt à faire des concessions pour obtenir les fonds dont la Russie a besoin.

Enfin ! les bolchevistes vont tout à fait démasquer leurs batteries. Fini le bluff de la guerre contre le capitalisme.

Les dettes du tsar seront payées par les moujiks — avec en plus, les frais de voyages et de bombances des délégués soviétiques à Londres, et les habits de cour de ces messieurs !

Fumistes !

BRÉSIL

LA REVOLUTION

Rio de Janeiro, 29 juillet. — L'Ambassade de France vient de recevoir une communication du Consulat de France à Sao Paulo du 24 juillet d'après laquelle on ne comptait à cette date aucune victime parmi les Français connus au Consulat.

ÉTATS-UNIS

UNE REPRIMANDE DU PRESIDENT COOLIDGE AUX PACIFISTES

New-York, 29 juillet. — Dans une lettre adressée au Secrétaire du Conseil national contre la guerre, le président Coolidge vient de réprimander sévèrement les pacifistes qui tentent l'opposition à l'état de préparation à la guerre et qui tentent de saboter les projets élaborés pour « Le Jour de la Défense » le 12 septembre.

L'ASSASSINAT DU CONSUL AMERICAIN A TEHERAN

On télégraphie de Washington : Le département d'Etat a chargé le ministre des Etats-Unis à Téhéran de faire une vigoureuse protestation contre l'assassinat du consul des Etats-Unis. On dit au département d'Etat que les Etats-Unis s'attendent que la Perse paye les frais de l'envoi d'un navire de guerre américain pour ramener en Amérique la dépouille mortelle du consul et fournira une garde militaire pour la légation des Etats-Unis pendant tout le temps qui sera nécessaire.

La note adressée à la Perse dit que la continuation de la représentation diplomatique et consulaire des Etats-Unis en Perse dépend de la conduite que le gouvernement persan adoptera pour la défense des principes du droit des gens dans cette affaire.

Enfin, la note ajoute que le gouvernement de Washington ne saurait trop insister sur la gravité que revêt à ses yeux la situation actuelle.

LEURS DIVIDENDES

OUVRIER TUE PAR UN EBOULEMENT

Nice, 29 juillet. — Un éboulement de quarante mètres cubes environ s'est produit ce matin dans une carrière, sur la route de Cagnes à Venise. L'ouvrier italien Romeo Ughetto, âgé de 25 ans, fut pris sous les pierres. Malgré leurs efforts, les sauveteurs ne purent retirer, au bout de deux heures, qu'un cadavre.

DEUX OUVRIERS ENSEVELIS DANS UNE CARRIERE

Châteauroux, 29 juillet. — Plusieurs ouvriers étaient occupés dans une carrière de

sable, à Cargilesse, quand un éboulement les surprit. Deux d'entre eux demeurèrent ensevelis. On retira le nommé Manseau, Henri, 19 ans, grièvement blessé, mais son camarade Denis Jean, 57 ans, était mort quand on put l'atteindre.

ACCIDENT DANS UNE MINE

Perpignan, 29 juillet. — Aux mines de fer de Lesquerde, près de Perpignan, l'éclatement prématuré d'un forage a provoqué un grave accident.

Plusieurs ouvriers ont été blessés.

A TRAVERS LE PAYS

UN ENFANT VICTIME DE SON IMPRUDENCE

Vernet-les-Bains, 29 juillet. — Ce matin, à Amélie-les-Bains, le jeune François Ramon, 6 ans, a allumé imprudemment une lampe à alcool qui a explosé, mettant le feu à un bidon d'essence voisin. Les flammes se communiquèrent au magasin d'épicerie géré par les parents du jeune garçon. L'immeuble fut détruit; François Ramon fut retrouvé atrocement brûlé. Son état est désespéré.

ASSAILLI ET DEVALISE PAR DES BANDITS MASQUES

Mont-de-Marsan, 29 juillet. — Dimanche soir, vers 22 heures, M. Jean D., 60 ans, de Vert, a été assailli au pont de l'Estragon, à Brocas, par deux hommes masqués qui l'ont jeté à l'eau après l'avoir dévalisé de son portefeuille contenant une somme de 13.600 francs.

M. D., s'étant évanoui ne revint à lui que vers 3 heures du matin et fut secouru par un fermier voisin.

La brigade mobile de Bordeaux a été convoquée pour éclaircir cette affaire.

ARRESTATION D'UN PRETRE POUR ATTENTAT AUX MŒURS

Agen, 29 juillet. — Le parquet de Villeneuve-sur-Lot s'est transporté à Donzains pour y instruire une affaire de mœurs dans laquelle est impliqué Dieudonné Bouyssou, âgé de 42 ans, curé de la paroisse, accusé de violences sur les fillettes qui lui étaient confiées.

A la suite d'un interrogatoire des plus serrés, Dieudonné Bouyssou a été arrêté. Les voilà bien les représentants de Dieu sur la terre. Elle est jolie, la clique des moralistes chrétiens. Et dire que ces hommes exercent encore une influence formidable sur les femmes et sur les gosses.

Joli, en vérité, notre vingtième siècle !

LA DISPARITION DU DOCTEUR TREGANT

Toulouse, 29 juillet. — L'énigme entourant la mystérieuse disparition à Cauterets du docteur Emile Tregant, est toujours impénétrable. Un détail important a été cependant recueilli au cours de la journée d'hier.

On croit savoir, en effet, que le docteur Tregant, qui venait à Cauterets pour la première fois, aurait fait, au cours de la journée du 17 juillet, une promenade autour de la localité et qu'à son retour, il marqua son émerveillement à Mme Court, chez laquelle il était descendu. « Il est dommage, lui avait-il dit, que je n'aie pas quinze jours à moi pour connaître plus à fond votre beau pays ! » Et d'après les détails qu'il donna, il est avéré que le malheureux s'était aventuré dans les parages de la Raillière qui sont très dangereux. On suppose que, séduit par la beauté du spectacle, il y sera revenu le lendemain, et, comme tant d'autres, y aura trouvé la mort. Les recherches qui continuent aujourd'hui donneront peut-être la clef du mystère.

UNE LOCOMOTIVE

Nantes, 29 juillet. — A Trignac, sur le pont de la Compagnie des chemins de fer du Morbihan, la locomotive d'un train ramenant des excursionnistes de Piriac, a renversé une cycliste, Mlle Valentine Provost, 22 ans, qui a eu le pied droit sectionné et la jambe gauche broyée ; la malheureuse a dû subir l'amputation des deux membres à l'hôpital de Saint-Nazaire, où on l'avait transportée.

DES ORAGES CAUSANT DES DEGATS DANS LE VAR

Toulon, 29 juillet. — Un orage d'une grande violence s'est abattu sur Toulon. Une pluie diluvienne tombe sans discontinuer, causant, dans la région, des dégâts aux vignobles. On signale que plusieurs rivières ont débordé.

En lisant les autres...

Tout doux, tout doux !

L'ex-bolcheviste Frossard écrit hier dans *Paris-Soir*, un article dans lequel il démontre qu'il n'a pas plus de franchise au Bloc des Gauches que lorsqu'il était secrétaire du Parti des Masses :

La conférence s'achève tout doucement vers les solutions d'accord que nous n'avons cessé de préconiser. C'est ce que notre distingué confrère Edmond de Mesnil, paradoxal et humoriste à froid, appelle « le commencement de la revanche allemande et la préface d'une nouvelle guerre ». Nous permettrai-il de lui conseiller de s'accorder avec M. Alfred Oulman qui, partisan comme lui de la politique d'isolement, ne la conçoit qu'à condition de construire « sans cesse, sans arrêt, sans répit, des sous-marins, des avions, des hydravions » ? M. de Mesnil et M. Oulman condamnent tous deux la politique d'entente internationale, du moins celle qu'on prépare à Londres. Mais tandis que le premier affirme qu'elle nous conduit à la guerre, le second aperçoit fort bien, au contraire, que si nous la rejetons, c'est à la guerre qu'il faut nous préparer. M. Oulman, je le crois, a raison contre M. de Mesnil. Mais on n'exagère pas de ne pas prendre davantage parti dans ce discret petit conflit de famille.

Nous apprenons aujourd'hui que les négociations sont en voie d'aboutir. A la séance plénière d'hier, on a enfin arrêté les modalités de l'évacuation économique de la Ruhr. Les délégations françaises et belges ont préparé un plan d'évacuation militaire. La commission des réparations, appelée à Londres, débattre avec les représentants du Reich, les conditions pratiques d'application du rapport Dawes. Il ne reste guère qu'une question en suspens, importante à la vérité, l'irritante et délicate question des sanctions. M. Herriot ne désespère pas de la résoudre. On annonce qu'il va prendre l'initiative d'une proposition transactionnelle. Puisse-t-il être plus heureux que l'ingénieur M. Theunis !

En vérité, la difficulté essentielle ne réside pas dans le conflit soulevé par les sanctions. Elle provient de nos hésitations à choisir entre la politique d'entente et la politique d'isolement. Du moment que, cédant aux conseils du bon sens, nous répudions l'héritage obéré du Bloc national, bien des obstacles s'aplanissent. A Ramsay MacDonald, maintenant, de se souvenir de son propre programme et de répondre à la bonne volonté et à l'esprit de conciliation de M. Herriot par une égale bonne volonté et un esprit de conciliation aussi sagement réaliste.

L'esprit de conciliation d'Herriot, le pacifisme d'Herriot — tout doux, tout doux, monsieur le citoyen Frossard !

Demandez à Mac Donald de se souvenir de son propre programme, c'est très bien — mais le faire en soutenant Herriot qui fut élu il n'y a pas encore trois mois comme partisan de l'évacuation de la Ruhr et qui, à Londres, vient de refuser d'appliquer cette partie de ses promesses, vous avouerez que cela frise l'impudence.

On alors, monsieur le journaliste Frossard, vous vous payez la tête de vos lecteurs — ou bien vous n'êtes qu'un rigolo.

On peut faire certaines choses pour gagner son pain — mais, tout de même, il en est qu'on ne fait point sans s'avilir.

N'est-ce pas votre avis ?

Sentence impitoyable

Le *Grand Bourgeois des Masses* publiait hier matin un long mémoire de l'Internationale de Moscou dans lequel on relevait ceci :

La catastrophe militaire se préparait depuis longtemps. Les ouvriers d'avant-garde la voyaient imminente et en avertissaient les travailleurs. Seule la lutte révolutionnaire, seule l'insurrection des classes laborieuses contre l'impérialisme, auraient pu écarter le danger imminent et rendre la guerre impossible. Cette insurrection, si cruelle fut-elle, n'aurait pas causé la centième, ni la millième partie des victimes et des ruines qu'a faites la guerre. Mais l'insurrection n'eut pas lieu. Les partis socialistes, dans leur écrasante majorité, non seulement n'appelèrent pas les ouvriers à la lutte révolutionnaire contre la guerre, mais au contraire, se joignirent à leurs gouvernements, déclarant la guerre menée par leur pays légitime et justifiant l'invitation des travailleurs à la soutenir. C'est grâce à cet appui des socialistes que la bourgeoisie réussit à maintenir les masses dans l'obéissance. C'est grâce à la trahison des partis socialistes que la bourgeoisie put faire durer la guerre plus de quatre ans. C'est grâce à la collaboration des chers socialistes avec les bouchers du militarisme que l'humanité a perdu dix millions de morts sans compter les innombrables mutilés. C'est grâce à la servilité de Scheidemann et d'Ebert, de Renauld et de Longuet, de Henderson et de Vandervelde, que la bourgeoisie a pu ruiner et épuiser impunément l'Europe, détruisant le fruit d'efforts séculaires.

La journée du 1^{er} août 1914, première journée

de la guerre impérialiste, jour de la capitulation déclarée des chefs social-démocrates devant la bourgeoisie, restera à jamais la plus infâme et la plus infâme de l'histoire de l'humanité.

Ouvriers et ouvrières, paysans et paysannes ! Rappelez-vous ce que vous ont dit et ce que vous ont promis vos dirigeants dès les premiers jours de la guerre. Elle vous apporterait le bien-être. Elle supprimerait les charges du militarisme. Elle serait la dernière. Ainsi parlaient les rois, les présidents, les ministres bourgeois, les journalistes. Et les social-démocrates, les chefs patriotes des syndicats le répétaient à leur façon.

C'est on ne peut plus vache pour le directeur du journal qui fut justement, un des plus grands parmi les traitres en 1914. Et puis beaucoup d'autres traitres se trouvent parmi les « as » du communisme français.

Berthon, Vaillant-Couturier, Treint, Fourrier étaient, eux des « bouchers du militarisme ».

Et l'on ne voit pas pourquoi l'exécutif de Moscou est si russe avec les dirigeants du Parti Français ; car, enfin, sans eux, il y a longtemps que son prestige serait éteint.

Pauvre Cachin, il a encore du pleurer en lisant cela — mais il a encore pleuré plus amèrement d'être forcé de l'insérer dans son canard.

C'est ce que l'on pourrait appeler le pavé de l'ours qui écrase tous ses amis.

Un abominable individu

C'est du méprisable personnage qui dirige le torchon de police intitulé *la Liberté* que je veux causer.

Ce vil bonhomme, qu'Herriot avait jugé indigne de parler d'honneur, ose, en effet, écrire cette ordure :

Les déshillusions du Parlement seront infinies aussi, et infinies les déshillusions de la nation. Aussi députés et sénateurs, qui votèrent la confiance au président du Conseil « pour poursuivre, en accord avec nos alliés, l'exécution du traité de Versailles et assurer à la France les réparations et la sécurité », s'aventurent, à peine réparés, de repartir en vacances. Laissons le président du Conseil se débrouiller tout seul, allons nous reposer aux champs et, après, nous verrons », se disent-ils. Les parlementaires ont toujours été de la famille des Ponce-Pilate.

Cette hâte de partir afin de fuir les responsabilités, cette sorte de découragement prématuré, de repartir en vacances, ce serait de renvoyer à la rentrée d'octobre la discussion par le Sénat de la loi d'amnistie. Il est des sottises qu'un peuple ne commet que dans certains moments d'aberration politique, comme un homme ne se suicide que dans un accès de fièvre chaude : si l'on gagne quelques mois, la loi d'amnistie votée par la Chambre ne sera acceptée par le Sénat qu'avec de si profonds remaniements qu'elle aura perdu la plus grande partie de son venin social.

Il se déclanche, en effet, dans les masses profondes du pays, généralement très lentes à s'émeouvoir, comme un vaste ébranlement qui, de proche en proche, gagne et submerge la France tout entière. Au fond des consciences françaises retentissent longuement les paroles de M. Raymond Poincaré :

« S'il est vrai, disait-il avant-hier, que dans certains milieux soufflent aujourd'hui je ne sais quel vent de défaitisme, s'il est vrai qu'il se rencontre quelque part, dans un coin de cœur, placé pour faire l'apologie de l'insurrection et de la désertion, les anciens combattants sont là pour revendiquer l'honneur d'avoir sauvé la France et pour maintenir intact le sentiment national ».

Le Sénat agirait sagement en renvoyant à la rentrée d'octobre la discussion de la loi d'amnistie. Sinon, le peuple français pourrait croire que ce n'est pas par une simple coïncidence que, juste au moment où M. Herriot abandonne à Londres la position éminente que la France tenait de sa victoire pour discuter d'égal à égal avec les délégués allemands, le Parlement cherche à rappeler au pouvoir M. Caillaux, dont le gouvernement impérial disait en pleine guerre : « Celui-là est notre homme ! »

Prenez garde : quand vous aurez détruit dans la conscience française toute notion du bien et du mal, tout sentiment du devoir, vous aurez préparé la venue du bolchevisme. En décourageant, en écorçant les honnêtes gens, vous laissez la carrière libre aux bandits.

Ohé ! les gens qui souffrez en prison, rappelez-vous, lorsque vous serez dehors, l'infame personnage.

Et si vous voulez manifester votre sentiment, faites attention.

Pour toucher à ce stercoraire, il faut prendre des pinces et un masque à gaz asphyxiants.

Pour soutenir votre "Libertaire" Amis lecteurs abonnez-vous !

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 30 JUILLET 1924. — N° 42.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

PREMIERE PARTIE

LES DEUX POÈTES

Si l'on vous demande qui vous a instruits des propos tenus sur vous, servez-vous de moi. Je serais glorieux d'être votre défenseur avoué ; mais, entre nous, M. de Bargeton est le seul qui puisse demander raison à Stanislas... Quand ce petit Rubempré aurait fait quelque folie, l'honneur d'une femme ne saurait être à la merci du premier étourdi qui se met à ses pieds. Voilà ce que j'ai dit.

Nais remercia Châtelet par une inclination de tête, et demeura pensif. Elle était fatiguée, jusqu'au dégoût, de la vie de province. Au premier mot de Châtelet, elle avait jeté les yeux sur Paris. Le silence de madame de Bargeton mettait son savant adorateur dans une situation gênante.

— Disposez de moi, dit-il, je vous le répète.

— Merci, répondit-elle.
— Que comptez-vous faire ?
— Je verrai.
Long silence.

— Aimez-vous donc tant ce petit Rubempré ?

Elle laissa échapper un superbe sourire, et se croisa les bras en regardant les rideaux de son boudoir. Châtelet sortit sans avoir pu déchiffrer ce cœur de femme altière. Quand Lucien et les quatre fidèles vieillards qui étaient venus faire leur partie sans s'émouvoir de ces cancanes problématiques furent partis, madame de Bargeton arrêta son mari, qui se disposait à s'aller coucher en ouvrant la bouche pour souhaiter une bonne nuit à sa femme.

— Venez par ici, mon cher, j'ai à vous parler, dit-elle avec une sorte de solennité.

M. de Bargeton suivit sa femme dans le boudoir.

— Monsieur, lui dit-elle, j'ai peut-être eu tort de mettre dans mes soins protecteurs envers M. de Rubempré une chaleur aussi mal comprise par les sottises gens de cette ville que par lui-même. Ce matin, Lucien s'est jeté à mes pieds, là, en me faisant une déclaration d'amour. Stanislas est entré

dans le moment où je relevais cet enfant. Au mépris des devoirs que la courtoisie impose à un gentilhomme envers une femme en toute espèce de circonstance, il a prétendu m'avoir surprise dans une situation équivoque avec ce garçon, que je traitais alors comme il le méritait. Si ce jeune écervelé savait les calomnies auxquelles sa folie donne lieu, je le connais, il irait insulter Stanislas et le forcerait à se battre. Cette action serait comme un aveu public de son amour. Je n'ai pas besoin de vous dire que votre femme est pure ; mais vous penserez qu'il y a quelque chose de déshonorant pour vous et pour moi à ce que ce soit M. de Rubempré qui la défende. Allez à l'instant chez Stanislas, et demandez-lui sérieusement raison des insultants propos qu'il a tenus sur moi ; songez que vous ne devez pas souffrir que l'affaire s'arrange, à moins qu'il ne se rétracte en présence de témoins nombreux et importants. Vous conquies ainsi l'estime de tous les honnêtes gens ; vous vous conduirez en homme d'esprit, en galant homme, et vous aurez des droits à mon estime. Je vais faire partir Genta à cheval pour l'Escarbas, mon père doit être votre témoin ; malgré son âge, je le sais homme à fouler aux pieds cette poupée qui noircit la réputation d'une Nègre-pelisse. Vous avez le choix des armes, battez-vous au pistolet, vous tirez à merveille.

— J'y vais, reprit M. de Bargeton, qui prit sa canne et son chapeau.

— Bien, mon ami, dit sa femme émue ; voilà comme j'aime les hommes. Vous êtes un gentilhomme.

Elle lui présenta son front à baiser, que le vieillard baisa tout heureux et fier. Cette femme, qui portait une espèce de sentiment maternel à ce grand enfant, ne put réprimer une larme en entendant retentir la

porte cochère quand elle se referma sur lui.

— Comme il m'aime ! se dit-elle. Le pauvre homme tient à la vie, et cependant il la perdrait sans regret pour moi.

M. de Bargeton ne s'inquiétait pas d'avoir à s'aligner le lendemain devant un homme, à regarder froidement la bouche d'un pistolet dirigé sur lui ; non, il n'était embarrassé que d'une chose, et il en frémait tout en allant chez M. de Chandour.

— Que vais-je dire ? pensait-il. Nais aurait bien dû me faire un thème !

Et il se creusait la cervelle afin de formuler quelques phrases qui ne fussent point ridicules.

Mais les gens qui vivent, comme vivait M. de Bargeton, dans un silence imposé par l'étroitesse de leur esprit et leur peu de portée, ont, dans les grandes circonstances de la vie, une solennité toute faite. Parlant peu, il leur échappe naturellement peu de sottises ; puis, réfléchissant beaucoup à ce qu'ils doivent dire, leur extrême défiance d'eux-mêmes les porte à si bien étudier leurs discours, qu'ils s'expriment à merveille par un phénomène pareil à celui qui délia la langue à l'Anesse de Balaam. Aussi M. de Bargeton se comporta-t-il comme un homme supérieur. Il justifia l'opinion de ceux qui le regardaient comme un philosophe de l'école de Pythagore. Il entra chez Stanislas à onze heures du soir, et y trouva nombreuse compagnie. Il alla saluer silencieusement Amélie, et offrit à chacun son niais sourire, qui, dans les circonstances présentes, parut profondément ironique. Il se fit alors un grand silence, comme dans la nature à l'approche d'un orage. Châtelet, qui était revenu, regarda tour à tour d'une façon très significative

M. de Bargeton et Stanislas, que le mari offensé aborda poliment.

Châtelet comprit le sens d'une visite faite à une heure où ce vieillard était toujours couché : Nais agitait évidemment le bras débile ; et, comme sa position auprès d'Amélie lui donnait le droit de se mêler des affaires du ménage, il se leva, prit M. de Bargeton à part et lui dit :

— Vous voulez parler à Stanislas ?

— Oui, dit le bonhomme, heureux d'avoir un entremetteur qui peut-être prendrait la parole pour lui.

— Eh bien, allez dans la chambre à coucher d'Amélie, lui répondit le directeur des contributions, heureux de ce duel qui pouvait rendre madame de Bargeton veuve en lui interdisant d'épouser Lucien, la cause du duel.

— Stanislas, dit Châtelet à M. de Chandour, Eargeton vient sans doute vous demander raison des propos que vous teniez sur Nais. Venez chez votre femme, et conduisez-vous tous deux en gentilshommes. Ne faites point de bruit, affectez beaucoup de politesse, ayez enfin toute la froideur d'une dignité britannique.

En un moment, Stanislas et Châtelet vinrent trouver Bargeton.

— Monsieur, dit le mari offensé, vous prétendez avoir trouvé madame de Bargeton dans une situation équivoque avec M. de Rubempré ?

— Avec M. Chardon, reprit ironiquement Stanislas qui ne croyait pas Bargeton un homme fort.

(A suivre.)

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Pour l'unité du prolétariat

Voici bientôt trois ans que le large front de la classe ouvrière française a été rompu, trois ans que son armature de classe a été brisée par des hommes dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne connaissent pas grand-chose, ni aux désirs, ni à la volonté et à la vie même de la classe ouvrière. Nous ne chercherons pas ici les causes de cette rupture, car il ne sert à rien de raviver les vieux souvenirs et de ranimer la plaie béante qui a fait tant de mal à notre mouvement ouvrier, et tant de bien au capitalisme.

C'est l'éternelle histoire du travail : chaque fois que celui-ci prend conscience de ses intérêts, parvient à s'organiser solidement, la bourgeoisie qui le guette comme l'aigle guette sa proie, introduit aussitôt en son sein les germes mortels de division. Certes, à regarder de près ce qui s'est passé ces dernières années, on pourrait être en droit de penser qu'une équipe de désorganisateur s'étendait par le capitalisme ont concentré tous leurs efforts à ravager les rangs du syndicalisme français.

Mais nous pensons que la crise est plus profonde. Elle provient — et cela ne peut être niée — du désarroi des idéologies, de la faillite des théories et doctrines d'avant-guerre.

Au lendemain du grand drame qui venait de couler durant plus de quatre ans, l'Europe sur la croix du Calvaire, on a reproché à ceux qui assumaient la lourde responsabilité de présider aux destinées du prolétariat, d'avoir trahi leur doctrine, leur mandat et d'avoir pactisé avec les gouvernants. Reproche justifié peut-être pour ceux qui ne tiennent pas compte des circonstances tragiques devant lesquelles se sont trouvés placés les chefs ouvriers ; mais pour ceux qui connaissent tout le fond de l'âme humaine, pour ceux qui savent que les hommes ne sont rien au milieu des événements déchaînés, ce reproche paraît bien léger en comparaison des grandes forces historiques et psychologiques qui déterminent chez les hommes ces changements d'attitude, cette soumission fataliste à l'aveugle destinée.

Quelqu'un a dit — je ne me rappelle plus qui — que pour juger avec impartialité un semblable il fallait tout d'abord se mettre à sa place. Vérité éternellement vraie ! Il est plus facile et surtout plus agréable de juger les autres que d'être jugé soi-même. Regardez en tout d'abord, ont dit tous les grands novateurs.

Puissent-ils pénétrer en eux-mêmes ceux qui se font juges, et dire ce qu'ils auraient fait si le hasard les avait mis à la place de ceux qu'ils ont incriminés et chargés de tous les crimes, de toutes les trahisons !

Car tout le mal vient de là, tout le mal vient des troupes qui se choisissent des bergers pour leur indiquer l'heure et le lieu de la bataille. Quand donc les troupes sauront-elles comprendre qu'aux heures graves entre toutes, il leur faut se serrer autour de leurs bergers, leur faire un rempart de leurs corps et les pousser à la bataille ? Il est facile, une fois le danger passé, de revenir auprès des bergers et les accabler d'amers reproches ; mais ce n'est plus le moment.

Qu'on me pardonne cette analogie, cette parabole ! C'est toute la crise, la défaite de notre syndicalisme français.

Voyons maintenant ceux qui se sont érigés en censeurs, qui ont coupé, mutilé, tronqué le mouvement ouvrier de ce pays. Que représentent-ils, que sont-ils ? Des

hommes insignifiants, insignifiants, oui, car ils n'ont même pas su former un embryon d'organisation syndicale. Jamais, au cours de son histoire, la classe ouvrière n'avait été encore dirigée par de semblables nulle.

Des Semard, des Monmousseau, ombres palottes, reliefs d'ignorance et d'incompréhension, politiciens de la plus basse catégorie, véritables figures de la décadence prolétarienne, périssent aujourd'hui au milieu des ruines du travail.

O temps, ô mœurs ! n'est-ce pas la plus vivante consécration du proverbe : « le prolétariat n'a jamais que les chefs qu'il mérite ? »

Ce n'est pas dans un seul article que nous pouvons traiter du problème de l'unité. Ce problème est trop vaste, et pour le traiter avec précision, il faudrait de longues et pénitantes études. Nous nous y attacherons très prochainement, car jamais ce problème ne fut plus à l'ordre du jour que maintenant.

Une classe ouvrière désorganisée et aux abois, rongée par les haines et les passions politiques en face d'une bourgeoisie armement combattive et froidement résolue, prête à tout pour sauver ses privilèges de classe, est un des phénomènes les plus marquants à cette heure où s'effrite de toutes parts la structure de la civilisation occidentale.

Le remède à tout ce chaos n'est pas de braver l'unité à tout bout de champ comme le font certains qui ne savent même pas ce qu'est l'unité. Rien ne sert de la hurler partout : il faut la vouloir d'abord et du fond de son cœur, non du bout des lèvres.

Pour cela, les militants syndicalistes doivent sortir une bonne fois pour toutes du cercle étroit des sectes et des chapelles politiques qui emmurent leur pensée. L'idéal révolutionnaire est plus vaste que l'horizon stérilisant des partis de toutes nuances, même les plus extrêmes — car l'extrémisme cache parfois le vide de la pensée et de l'intelligence.

Nous savons que cette unité ne viendra pas sans heurts et sans grincements de dents, car nombre de charlatans et d'algues du mouvement syndical sont intéressés à ce que continue la division ; mais nous la voulons nous autres les travailleurs, nous autres les maudits, et nous sommes décidés enfin à briser ceux qui mettraient obstacle à notre volonté.

Nous voulons nous arracher de la tragique impuissance qui nous écrase, nous voulons chasser les mauvais bergers et sur la déroute des politiciens, réédifier la vieille maison commune : une C.G.T. unique et indivisible comme notre misère immense. Guerre à mort d'abord contre les éternels diviseurs, contre les serviteurs des partis et des idéologies menteuses et mouvantes comme le sable du désert ; guerre acharnée contre les fripons, les vampires et les « indispensables ».

Pour le bloc indissoluble des militants de toutes tendances qui placent les intérêts du prolétariat au-dessus des intérêts des clans et des boutiques politiciennes, pour la jeune et nouvelle cohorte syndicaliste qui, pénétrée des enseignements et des expériences d'hier, saura reforgier l'âme de fer et de bataille des travailleurs de ce pays, groupons-nous tous.

Il n'y a plus à attendre : le temps presse, et l'avenir est lourd de menaces pour les classes qui ne sauront s'organiser.

J. BAILLOT.

une grande échelle, et les travaux sont considérables. Les travailleurs vivent dans un malaise épouvantable.

Pommier parle de la Seine où il est difficile de rester inactif. Une action énergique va être entreprise.

Jouve dépose un ordre du jour qui est adopté à la majorité de onze voix, et une abstention, celle de la 2^e Région. En voici des extraits :

« Le C. N. après avoir discuté sur les questions corporatives et sur la main-d'œuvre étrangère,

« Donne mandat à la C. E. et au B. F. de porter présentement les efforts sur la défense des huit heures ;

« Envisageant l'afflux toujours grandissant de main-d'œuvre provenant de diverses nationalités, qui vient saboter les conquêtes obtenues par les organisations ouvrières de ce pays,

« Décide de réagir énergiquement contre une telle situation qui met en péril les conditions d'existence des ouvriers du Bâtiment et des Travaux Publics. Pour ce faire, le Comité National, sans rien abdiquer des principes internationalistes qui ont toujours été de règle à la Fédération, demande à tous les syndicats d'employer toutes les méthodes nécessaires pour enrayer une telle situation, sans en exclure les méthodes violentes.

« Il laisse d'ores et déjà la responsabilité des événements qui pourraient se dérouler, au gouvernement et au patronat complices par leur politique néfaste d'émigration, qui est toute de favoritisme en faveur du capital.

« Il donne mandat à la Fédération d'intervenir au mieux des décisions ci-dessus, face à l'opinion publique, par voie de presse, d'affiches, etc. »

Le camarade Pamponne ayant mis en cause notre camarade Messerotti pour une réunion faite à Saint-Claude, organisée par l'U. D. du Jura, ce dernier s'explique, et le Comité National unanime accorde toute sa confiance à Messerotti.

La question des Instables est discutée, et une motion est adoptée à l'unanimité. Elle stipule que les sections continueront comme par le passé dans le cadre des statuts. Des précisions sont apportées sur le fonctionnement des sections. Le droit de vote dans les congrès leur est acquis. Un secours de 1.000 francs est voté aux grévistes de Laruns.

DEUXIEME JOURNEE

Les matières premières

La présidence est donnée au camarade Feyssaguet, de la 2^e Région.

Mathis engage le débat sur la question des matières premières.

De nombreux camarades interviennent et finalement le délégué de la 13^e Région propose l'ordre du jour ci-dessous qui est adopté à l'unanimité :

« Le Comité National placé devant le problème des matières premières, bien décidé à organiser les différents centres et à les relier nationalement, donne mandat aux délégués régionaux, à la Commission Exécutive et au Bureau Fédéral de faire tous leurs efforts pour organiser les travailleurs des matières premières et, suivant les résultats obtenus d'ici le Congrès national fédéral, il sera envisagé la convocation des syndicats des matières premières adhérents à l'industrie du Bâtiment et des Travaux Publics pour le fonctionnement plus intensif des cartels de matières premières. »

L'Unité

Boisson engage les débats sur l'Unité, ce qui amène de nombreux orateurs à en discuter.

Les pourparlers engagés avec la Fédération confédérée ont apporté un jour nouveau et Feyssaguet demande au Comité National d'inviter de suite les camarades confédérés à envoyer un délégué pour venir donner des explications à ce sujet au Comité National.

Le Comité National accepte. Boudoux fait ensuite un magnifique exposé du syndicalisme se plaçant au-dessus de toutes les tentatives.

Le délégué fédéral confédéré, le camarade Cordier, vient d'arriver.

Frago demande à Cordier sur quelles bases on veut faire l'Unité.

Cordier précise aussitôt que les camarades confédérés ont décidé de rester sur la motion d'Unité des deux Commissions réunies ultérieurement ; néanmoins, il ajoute que la Fédération confédérée est décidée à rentrer immédiatement à la vieille Fédération de la rue de la Grange-aux-Eelles, mais que la Fédération Unitaire devra rejoindre la vieille C. G. T.

Après quelques demandes à Cordier par différents camarades, et auxquels ce dernier répond, le président remercie le délégué confédéré qui se retire, sa mission se trouvant terminée.

Le Comité National reprend la discussion et de nombreux ordres du jour étant en présence, le président demande aux auteurs de s'entendre sur un ordre du jour unique.

Deux motions restent en présence : une de Jouve, l'autre de Le Pen-Frago-Courtinat.

La motion Jouve est adoptée par 7 voix contre 3 à la motion Le Pen.

La voici :

« Le C. N., après avoir discuté sur le problème de l'Unité, présenté par les camarades Boisson et Frago, avoir entendu les précisions apportées par le camarade Cordier de la Fédération Confédérée, décide de s'en tenir à la résolution adoptée par le dernier Comité National.

« Cependant, désireux d'œuvrer en faveur de l'Unité, donne mandat à la Commission Exécutive et au Bureau Fédéral, de demander aux confédérés d'accepter le resserrement des syndicats qui sont en double dans chaque localité, à savoir que les plus faibles numériquement rentrent dans les plus forts.

« Pour aider à la réalisation de l'Unité il demande que quand des réunions ont lieu dans une localité, il soit causé de l'Unité, et à savoir le point de vue du Syndicat sur

la tenue d'un congrès commun, c'est-à-dire s'acheminer pas à pas vers la tenue de celui-ci, afin que toutes les tendances y participent et prennent l'engagement de respecter les décisions de la majorité du Congrès. — H. Joudé. »

Voici la seconde motion :

« Après avoir discuté et examiné les moyens susceptibles de réaliser au plus tôt l'Unité indispensable dans l'industrie des travailleurs du Bâtiment,

« Etant entendu que chacune des deux fédérations intéressées accepte à l'avance de se soumettre aux décisions qui seront prises au Congrès Fédéral commun d'Unité,

« Le C. N. décide la nomination d'une commission d'Unité qui devra se mettre en rapport avec la Commission confédérée et qui aura pour mission de préparer le Congrès dans le délai le plus bref.

« Dans le but d'éviter une double représentation des syndicats au Congrès, décide dans les localités où cela est nécessaire, la fusion des deux syndicats au profit du plus fort. — Le Pen, COURTINAT, FRAGO. »

Il est décidé que ces deux motions seront envoyées aux syndicats fédérés.

Questions diverses

Quelques litiges sont solutionnés. Le C. N. se déclare solidaire du camarade Quémérais, délégué de la 3^e région, contre les calomnies déversées sur lui par un nommé Kerdraon, de la Marine-Etat.

Le C. N. a été d'une très belle tenue, et il a terminé ses travaux lundi soir, à 19 heures.

NOTA. — Nous reviendrons sur cet intéressant C. N. du Bâtiment pour le compléter.

Les grèves

Plombiers-Couvreurs et Poseurs. — Les camarades plombiers-poseurs au bout de huit semaines de grève et malgré les privations endurées, ont obligé leurs patrons à leur accorder des satisfactions dont la plus importante est le respect de la journée de huit heures.

La section adresse ses remerciements à toutes les organisations qui nous ont soutenus par leur solidarité.

Fort de cette solidarité intercorporative, nous pouvons envisager avec confiance, de nouvelles luttes contre un patronat exploiteur.

Charpentiers en fer. — A la maison Hamet, 243, rue Marcadet, l'index continue. Malgré le rabattage quotidien du chef monteur Faux, les compagnons ferrailleurs ne reprendront le boulot que lorsque satisfaction leur sera accordée.

D'autre part, chez Dayde, la situation est toujours la même. Le chef fait appel aux Arabes pour exécuter ses travaux, mais Davaux à Paris, ce n'est pas le Maroc. Nous en causerons.

Communiqués syndicaux

Bâtiment Confédéré (Comité régional). — Réunion de la Commission exécutive ce soir, à 18 heures, au siège.

Bâtiment (3^e région). — Commission exécutive extraordinaire ce soir, à 17 h. 30, Bourse du Travail.

Boulangers (19^e). — Ce soir, à 20 h. 30, avenue Secrétan, 46, réunion de section.

Ordre du jour : L'Application des Lois sociales.

Délégués : Lichon, Launay.

Ouvriers en Chaussure. — Réunion du Conseil syndical ce soir, à 18 heures, à la Bellevilloise.

Fumistes Industriels Confédérés. — Conseil ce soir, à 18 heures, au siège.

Syndicat Unique des P. T. T. — Groupe du Sud-Ouest.

Réunion générale à 12 h. 30, tour de Montigny, 6, boulevard de l'Hôpital.

Serruriers Confédérés. — Conseil ce soir, à 18 heures, au siège.

Jeunesse Syndicaliste. — Jeudi, au siège, réunion extraordinaire du Comité d'orientation. Les groupes sont priés d'envoyer des délégués.

Nécrologie. — Nous avons le regret d'apprendre la mort de notre camarade Delaporte, membre des Jeunesses Syndicalistes et de l'Union Anarchiste, emporté à 25 ans par la tuberculose.

Les obsèques auront lieu demain jeudi et le convoi partira de l'hôpital Cochin à midi précises, pour se rendre au cimetière d'Issy-les-Moulineaux.

Prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

Jeunesse Syndicaliste des 11^e et 12^e. — A 20 h. 30, Maison des Syndicats, 2, rue Saint-Bernard, continuation de la discussion des dernières séances.

Jeunesse Syndicaliste du 18^e. — Ce soir, à 20 h. 30, 39, rue Hermel, réunion de la Jeunesse.

Causerie par un camarade.

Minorité Syndicaliste de la Seine. — Réunion du Comité de rédaction de la « B. S. », vendredi 1^{er} août, à 20 h. 30, petite salle des Travaux, 8, avenue Mathurin-Moreau, 1^{er} étage.

Mêmes jour et lieu, à 21 heures Commission de travail de la Minorité. Ordre du jour : Jeunesses syndicalistes ; Rôle de l'Union locale (suite de l'étude).

Minorité des P. T. T. — Réunion du Comité de rédaction de l'Unitaire, demain jeudi, à 20 h. 30, Bourse du Travail, salle des Commissions. Les camarades ayant de la copie doivent la faire parvenir avant cette date à Moine, imprimerie, 33, rue Grange-aux-Belles, Paris (10^e).

Bourse du Travail de Versailles. — Réunion de la Commission exécutive de la Bourse à 20 h. 30, demain jeudi.

Minorité Syndicaliste de Romans. — Tous les camarades appartenant à la Minorité Syndicaliste, ainsi que les copains anarchistes, sont priés d'assister demain jeudi à la réunion, à 21 heures, salle du Groupe Libertaire, place Jacquemard.

Organisation d'une balade champêtre.

DANS LE S. U. B.

PAVEURS ET AIDES. — Assemblée générale de toute la corporation demain jeudi, à 14 h. 30, salle Ferrer, Bourse du Travail.

PRUD'HOMMES. — Ce soir, de 19 heures à 20 heures, permanence au bureau 13, Bourse du Travail, 4^e étage. Les camarades ayant besoin de renseignements sont priés de s'y rendre.

CHARPENTIER EN BOIS. — Conseil syndical, à 18 heures, bureau 13, Bourse du Travail, 4^e étage. Les militants sont invités à cette réunion.

La Vie de l'Union Anarchiste

Réunion du Conseil d'Administration du "Libertaire"

Ce soir, à 21 heures précises, réunion des délégués du Conseil d'administration au local habituel.

Paris et Banlieue

Groupe du 20^e. — Le Groupe organise une grande balade champêtre pour le 15 août et prie les groupes et organisations amis de ne rien organiser pour ce jour-là.

Province

Fédération Anarchiste du Sud-Est. — Les camarades qui détiennent des listes de souscription de la Fédération pour mener la campagne contre le fascisme et en faveur de l'amnistie intégrale, sont priés d'en envoyer le montant au trésorier, S. Cauvin, 242, avenue de Saxe, Lyon, qui en accusera réception.

A l'avenir, toute la correspondance devra être adressée au siège, 17, rue Marignan. Le camarade C. Journet se retire du secrétariat, tout en restant attaché à l'idéal et au mouvement.

Gausseries Populaires de Lyon. — Réunion, vendredi 1^{er} août, à 20 h. 30, au siège, 17, rue Marignan.

Les copains qui ont promis un rapport sur le programme de propagande que doit entreprendre le groupe d'affinité pour la prochaine campagne, sont priés de tenir leurs promesses.

Groupe d'Etudes Sociales d'Harnes. — Dimanche 3 août, à 17 heures, réunion du Groupe chez Martin Magniez, 3, rue du Quai. Une causerie sera faite par le camarade Perrier. Nous invitons les lecteurs du « Libertaire » et les copains des environs.

Groupe libertaire de Marseille. — Demain 31, au bar Canals, boulevard Dugommier, réunion habituelle du Groupe à 20 h. 30.

Causerie-controverse entre camarades.

Que les copains viennent nombreux. Un bon accueil est réservé aux sympathisants.

Groupe de Grenoble. — Réunion vendredi 1^{er} août, café Jarrenet, quai de France. Causerie sur le communisme.

Les copains sont avisés que tous les vendredis des réunions auront lieu au même local ; même si, pour des raisons de communication, elles ne sont pas annoncées par le « Libertaire ».

Groupe libertaire d'Angers. — Réunion ce soir à 20 h. 30, Maison du Peuple, place Giffard.

Causerie sur l'Anarchisme par un copain.

Prêt de livres.

Invitation cordiale à tous.

Communications diverses

Groupe Anarchiste Individualiste du 14^e. — Ce soir, à 20 h. 30, rue du Château, 111, réunion du Groupe.

Causerie par un camarade quaker.

Groupe les Amis du « Flambeau » de la région parisienne. — Tous les camarades s'intéressant et désireux de voir prospérer la vie de l'organe de l'Afrique du Nord « le Flambeau », sont priés d'assister ce soir, à 21 h., à la réunion qui aura lieu 122, boulevard de la Villette, café Schweizer, près de la place du Combat.

La Famille Nouvelle. — Tous les camarades qui ont des fonds à la caisse d'économie sont convoqués ce soir, à 21 heures, à la réunion du Conseil d'administration qui aura lieu rue de Meaux, 15.

A cette réunion, nous examinerons les moyens les plus efficaces pour mener une action commune au point de vue judiciaire pour le remboursement de l'argent qu'ils ont à cette caisse. Tous les délégués du Conseil sont invités à cette réunion, il y a une extrême urgence.

Groupe Théâtral. — Adhésions et répétition ce soir, à 20 h. 30, brasserie de la Mairie, rue du Faubourg-Saint-Martin, 61. Nous rappellerons aux copains que nous cherchons toujours une salle avec une scène, pour nos répétitions.

Ligue des Rétractaires. — La Ligue se propose d'organiser une grande balade champêtre pour le 10 août, prie les organisations de bien vouloir ne rien projeter pour cette date.

PETITE CORRESPONDANCE

Fernand. — Ne voyons rien à la date indiquée. Renseignements complémentaires pour recherches dans service abonnements.

Tournoud, Thon. — Mais oui, nous serions très heureux que tu nous prêtes ton concours. Merci et amitié.

Colombo. — La thune de juin a été publiée le 22 juin, 5^e liste. Celle de juillet a été reçue le 21 et sera publiée prochaine liste.

Anna Mahé, Covinhés, Margot des J. A., Vianu, Henriette Paul, Taupin, André Boudé sont priés de passer rue Louis-Blanc.

Elisa J. — Vous ai écrit comme convenu. Attendez impatiemment réponse. — E. P.

René Devry. — Viens chez moi pour ta lettre, ce soir, à 19 h. 30. — Georges.

A. Duval pourrait-il donner de ses nouvelles à G. Nigon ou venir le voir ?

Messier, à Amiens. — Reçu mandat. Abonnement se terminera le 30 septembre.

Pour Bonomini

QUATORZIEME LISTE

Garrot Mano, à Lens, 54 fr. ; Zasso Ingeh, à Saurès (liste 17), 86 fr. ; Carlo Corte de Soranion, 390 fr. ; Quintane, à Reims, 400 fr. ; Guido Ballatori, Philadelphie (liste 78), 333 fr. 30 ; Orlando (liste 73), 47 fr. 75 ; Abiot, 1 fr. ; Behringer (versé par Hapillon), 5 fr. ; Louis Borgo, à Springfield, 285 fr. 85 ; Thérod, 10 fr. ; S. Sarna Broux, N.-Y., 820 fr. ; Liste 115, 22 fr. 50 ; Roque Natern (Buenos Ayres), 100 fr. ; Liste 227, 42 fr. ; Nick-Di Douem, New-York, 2.000 fr.

Total : 4.797 fr. 40.

Sommes reçues au Comité Bonomini

Versé par Butafa, à Boulogne (liste 51), 169 fr. ; Cléna, à Arras, 15 fr. ; Riveducatione Sapia et Parina, à Marvel, 27 fr. ; Botli, à Villejuif, 4 fr. ; Salvadori (liste 7), 79 fr. 35 ; Basseini (liste 163), 24 fr. ; Cienti (liste 95), 90 fr. ; Vezani (liste 94), 120 fr. ; Liste 112, 5 fr. ; Tosca Comagnie de Sartrouville, 110 fr.

Total : 643 fr. 35.

Total des deux listes : 5.440 fr. 75 ; total des listes précédentes : 21.367 fr. 15 et 38 dollars ; total général à ce jour : 26.807 fr. 90 et 38 dollars.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du Libertaire
10-12, rue Paul-Lelong, Paris

Le Comité National du Bâtiment

PREMIERE JOURNEE

Séance du Matin

C'est sous la présidence du camarade Chastagnol, de la VI^e Région, que le Comité National ouvre ses travaux, le dimanche matin 27 juillet.

Douze régions sont représentées sur treize. Le camarade Miller, délégué de la XI^e, étant démissionnaire.

Après quelques mots du camarade Le Pen demandant que les minoritaires du Bâtiment présents ne déforment pas la vérité dans leur journal comme cela a été fait pour le dernier Comité National, le Comité approuve, et il vote à l'unanimité un ordre du jour pour l'amnistie, qui déclare « le projet gouvernemental incomplet, puisqu'il en exclut les déserteurs, insoumis, et certains délits politiques. »

Le C. N. demande d'ores et déjà à tous les syndicats composant la Fédération, de se tenir prêts à participer à une agitation intense en vue de faire atoutir par tous les moyens appropriés, une amnistie pleine et entière et surtout en matière de délits militaires.

Apprenant le verdict inique du conseil de guerre de la 12^e Région, condamnant à mort le soldat Lemeunier, pour désertion il y a neuf ans, ceci au moment même de la discussion de la loi d'amnistie, le C. N. dénonce à l'opinion publique un jugement aussi monstrueux, qui est une provocation à la classe ouvrière tout entière. Il espère que celle-ci se dressera face au militarisme assassin pour arracher de ses griffes cette nouvelle victime.

Le rapport moral est ensuite adopté à l'unanimité, sans discussion.

Le rapport financier est également adopté sous réserves des observations du camarade Forget.

Une proposition de Courtinat, appuyée de Forget, en ce qui concerne les syndicats en retard, demandant que les statuts leur soient appliqués intégralement, est adoptée.

Le rapport à la propagande, après discussion, est également adopté.

Boisson, Courtinat, Pommier, Jouteau, proposent des modalités de discussion sur l'Unité.

Mathis dit qu'une réunion de la veille, des militants unitaires et confédérés ont

des propositions à soumettre par la voie de Frago.

Devant ces déclarations, Boisson retire sa proposition de deux heures de durée pour la discussion sur l'Unité, et il laisse intervenir l'ordre du jour comme il est demandé.

Le Comité National en décide ainsi, et la seconde question sur la main-d'œuvre étrangère sera discutée à la reprise de la séance de l'après-midi, à deux heures précises.

Séance du Soir

La main-d'œuvre étrangère

Joet, de la 8^e Région, dit pourquoi les Terrassiers de Lyon ont été obligés de prendre position devant l'envahissement des étrangers. Il cite des syndicats en grève qui ont été obligés de succomber par la venue de la main-d'œuvre étrangère ; le marchandage se rétablit à la place des contrats de travail.

Il demande de publier des tracts en plusieurs langues, contenant le respect des conventions entre gouvernants, et des conditions adoptées dans les contrats de travail.